

Brochure n° 3221

Convention collective nationale

IDCC : 1278. – **PERSONNELS PACT ET ARIM**
(Centres pour la protection,
l'amélioration et la conservation de l'habitat
et associations pour la restauration immobilière)

AVENANT DU 26 MAI 2009
COMPLÉTANT L'ACCORD PACT ET ARIM DU 9 MARS 2005
RELATIF À LA PÉRIODE DE PROFESSIONNALISATION

NOR : *ASET0951000M*

IDCC : 1278

PRÉAMBULE

La période de professionnalisation a pour objet de favoriser, par des actions de formation, le maintien dans l'emploi de salariés en CDI, conformément à l'accord « Formation » du 9 mars 2005 pris en application de la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social.

Le présent accord vise à en favoriser le développement par une ouverture du champ des actions éligibles, comme le prévoit les textes en vigueur.

Article 1^{er}

Portée de l'accord

1.1. Les accords d'entreprise ne peuvent déroger aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

1.2. Le présent accord vise les organismes et les salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale étendue des PACT et ARIM. En conséquence, il s'applique à l'ensemble du territoire national y compris les DOM.

Article 2

Bénéficiaires

La période de professionnalisation est ouverte aux :

1. Salariés justifiant d'un besoin d'actions de formation de maintien dans l'emploi ou de développement des compétences répondant aux priorités définies à l'article 3 du présent accord ainsi qu'aux salariés qui en bénéficiaient jusqu'alors.

2. Salariés qui comptent 20 ans d'activité professionnelle ou âgés d'au moins 45 ans et disposant d'une ancienneté minimum de 1 an de présence dans la dernière entreprise qui les emploie.

3. Salariés qui envisagent la création ou la reprise d'une entreprise.

4. Femmes qui reprennent leur activité professionnelle après un congé de maternité ou aux hommes et aux femmes après un congé parental.

5. Bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnés à l'article L. 323-3 du code du travail (travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés).

6. Salariés qui reprennent leur activité professionnelle après un arrêt d'au moins 3 mois pour raisons personnelles (maladie, accidents...).

Article 3

Actions prioritaires

Les parties considèrent comme prioritaires les actions suivantes :

Il s'agit des actions dont les objectifs visent à permettre l'accès à son bénéficiaire d'une qualification professionnelle reconnue dans la classification des emplois PACT et ARIM, et à faciliter les démarches de validation des acquis de l'expérience (VAE) et de bilan de compétences.

Ces objectifs peuvent également viser des actions de formation de catégories 2 ou 3 du plan de formation (évolution de l'emploi, développement des compétences, à l'exclusion de l'adaptation au poste de travail), par rapport aux enjeux conjoncturels de l'emploi et à l'émergence de nouveaux métiers (logiques de projet, nouvelles technologies de l'information et de la communication, développement durable...), aux évolutions inhérentes à l'organisation interne des organismes (regroupement structurel...) et au secteur d'activité (décentralisation de l'Etat vers les collectivités territoriales, qualité de service...).

Les actions peuvent concerner notamment :

- le déploiement de la démarche de qualité et certification de service « Qualipact » ;
- le développement des missions et des dispositions prises dans les associations et organismes en matière de développement durable et de lutte contre la précarité énergétique à la suite notamment du Grenelle de l'environnement ;
- l'adaptation des organismes pour solliciter les nouveaux agréments définis dans la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009 en articulation avec la transcription de la directive européenne « Services », et visant les activités de maîtrise d'ouvrage, d'ingénierie sociale, financière et technique ainsi que d'intermédiation locative et de gestion locative sociale.

Article 4

Prise en charge

Les prises en charge sont celles définies par les accords en vigueur ou, le cas échéant, les décisions d'Habitat formation s'y substituant.

Article 5

Dénonciation

La dénonciation du présent accord pourra être signifiée par l'une quelconque des parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception adressée aux autres parties, et elle fera l'objet d'un préavis de 6 mois.

Fait à Paris, le 26 mai 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

PACT et ARIM.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

FEC CGT-FO.